

La rationalisation sur le plan général

On a beaucoup parlé et écrit sur la rationalisation depuis plusieurs mois, tant dans les milieux patronaux, bourgeois, que dans les milieux ouvriers.

En réalité, ni le mot ni la chose ne sont nouveaux et nous voulons éviter de répéter ici les trop fréquents lieux communs qui ont cours à ce sujet. Si nous revenons sur la rationalisation, c'est qu'il nous semble que les ouvriers n'en ont pas suffisamment le problème sur le plan général et n'en ont sans doute pas encore bien compris toute la portée.

Il y a rationalisation toutes les fois qu'on cherche par un effort raisonné à augmenter le rendement du travail, soit par une meilleure organisation, une suppression des mouvements inutiles et des temps perdus, un perfectionnement de l'outillage et de la technique, un approvisionnement judicieux et ponctuel, un meilleur choix des matières premières, une installation bien conçue dans des locaux parfaitement éclairés et aérés, etc., etc.

La rationalisation en fait a donc précédé le mot et l'on pourrait dire qu'elle est aussi vieille que l'activité humaine. Prise en ce sens, personne ne peut être contre la rationalisation qui tend à diminuer la peine des hommes.

Il faut bien marquer en passant que le patronat a montré une quasi totale incompréhension pour la rationalisation ainsi définie. Il n'y a vu que la rationalisation de l'exploitation de l'homme par l'homme, accompagnée parfois, mais le plus souvent non accompagnée d'un perfectionnement de l'outillage.

La rationalisation a pris ainsi son caractère de classe : elle n'est alors que la rationalisation capitaliste, expression logique et normale du régime.

Ceci, dit, il faut se rendre compte que la rationalisation capitaliste ne pouvait, en général, se produire jusqu'à nos jours que d'une façon fragmentaire et locale, parce que les circonstances économiques nécessaires à son épanouissement n'existaient pas encore. Aujourd'hui, au contraire, ces formes économiques modernes du capitalisme, non seulement existent, mais encore se développent à une allure extrêmement rapide : concentration industrielle et bancaire; trusts verticaux et horizontaux, toute puissance du capital financier, dépendance de plus en plus directe et étroite du pouvoir politique vis-à-vis des forces économiques et financières. La rationalisation découle tout naturellement de l'existence de ces diverses circonstances, et on peut dire qu'elle est à ce moment pour la bourgeoisie, une nécessité inéluctable.

Le but de cet article est justement de montrer comment la rationalisation capitaliste se réalise non seulement à l'usine, mais encore sur le plan

général et social, et d'attirer particulièrement l'attention de nos camarades sur les formes les plus insidieuses et les plus dangereuses de cette rationalisation.

Passons rapidement sur la rationalisation capitaliste à l'usine. Nos camarades ouvriers ne savent que trop ce qu'elle signifie : production intensive, travail à la chaîne surmenage, modes de salaires compliqués permettant toutes les exactions et tous les vols, mouchardage, répression, etc., etc.

Mais la rationalisation capitaliste ne s'arrête pas là. Elle franchit les portes de l'usine pour suivre l'ouvrier dans ses divers cercles d'activité et jusque dans son foyer afin de l'y contrôler et d'avoir tout un arsenal de moyens de pression sur lui.

Le premier essai organisé sur une grande échelle, fut celui des « Caisses de compensation ». On sait que ces caisses versent aux ouvriers, indépendamment des salaires, des indemnités aux pères de famille, indemnités variant avec le nombre d'enfants, et des primes de natalité, à condition que le père de famille travaille dans la même usine depuis un temps minimum. Il s'agit simplement, comme d'ailleurs l'ont avoué ingénument certains organes bourgeois, d'inciter l'ouvrier père de famille à rester dans la même entreprise et d'arrêter ainsi autant que possible, tout mouvement d'augmentation générale des salaires, le noyau d'ouvriers pères de famille attachés à l'usine, permettant de ne pas céder aux revendications d'ouvriers célibataires, ou n'ayant pas d'enfants, et qu'un changement de maison n'effraie pas.

Il y a également les caisses mutuelles diverses (maladie, accidents, vieillesse), placées sous le contrôle du patronat.

Il y a les logements construits par le patron, dans lesquels il loge gratuitement ou à faible loyer son personnel. Ce procédé, il est vrai, est un des plus anciens, mais son complet épanouissement est aujourd'hui rendu plus facile par la modernisation des procédés de construction et la standardisation des éléments de construction.

Les clubs sportifs fondés, contrôlés et dirigés directement ou indirectement par le patronat, se multiplient, car les patrons estiment, à tort ou à raison, que, comme l'a dit un magnat américain, « le sport empêche l'ouvrier de penser ».

On ne compte plus également, les diverses associations « éducatives » et « culturelles » confessionnelles, les cercles, etc., destinés à consolider l'influence bourgeoise sur l'ouvrier.

Il y a les consultations et soins médicaux gratuits, les consultations de nourrissons, les conseils aux jeunes mères et aux femmes enceintes, les Gouttes de Lait, etc., que les gros usiniers organisent maintenant en grand.

Enfin, une des dernières trouvailles est la « surintendante d'usine ». C'est une sorte d'infirmière et assistante sociale, attachée à une usine, qui va à domicile porter la « bonne parole », les conseils d'hygiène et de puériculture, qui donne au besoin quelques soins élémentaires aux malades (piqures, ventouses, petits pansements), qui surveille l'éducation des petits et surveille surtout la mentalité du ménage, qui donne tous renseignements et fait au besoin les démarches pour faire obtenir à ses « protégés » les diverses assistances prévues par la loi. Ces surintendantes remplacent avantageusement les « bonnes sœurs », tant sous le rapport capacité technique, que sous le rapport capacité administrative. Leur costume est plus neutre. Elles éveillent moins la défiance et l'hostilité. Elles ont de multiples raisons de s'insinuer au foyer et peuvent organiser le mouchardage dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour. Chose extrêmement dangereuse, elles rendent parfois aux ménages ouvriers de véritables services, les tirent quelquefois d'embarras, etc. Aussi leur influence peut-elle être très grande. Le patronat, d'ailleurs, a vite compris le rôle énorme que peuvent jouer les surintendantes. Il les trie sur le volet et les paie très grassement. (Les traitements des surintendantes ne sont jamais inférieurs à 2.000 francs par mois, et atteignent 3.000 et même plus).

Ce serait une grosse erreur de considérer ces tentatives comme des initiatives isolées de patrons soi-disant philanthropes. Elles sont, au contraire, intégrées à un ensemble. Elles font partie d'un tout. Ce tout, c'est la rationalisation capitaliste sur le plan social, d'autant plus dangereux qu'aux yeux des naïfs elle apparaît comme

une œuvre de progrès social. De même que l'armée possède d'importants services de santé pour soigner et surtout pour récupérer en vue d'autres services, le « matériel humain » rescapé de l'abattoir, de même le patronat organise, sur une vaste échelle, l'entretien et la remise en état du « matériel humain », en vue d'une exploitation plus intensive à rendement élevé. En même temps, il acquiert de multiples moyens de pressions moraux et matériels pour domestiquer mieux encore la classe ouvrière. Et lorsque les luttes économiques et les concurrences deviendront aiguës, on pourra sans crainte renforcer l'exploitation, accélérer le mouvement de la chaîne, diminuer les salaires, allonger les journées de travail. On « tiendra » l'ouvrier de toutes les façons : par son foyer, par sa femme, par ses enfants, etc. Naturellement, si tout cela ne suffisait pas encore, il resterait toujours les mitrailles pour les récalcitrants qui voudraient s'entêter...

Le patronat transforme sans cesse ses moyens de lutte pour les adapter aux circonstances et aux nécessités économiques. Le prolétariat doit en faire autant. Il faut que les militants réfléchissent très sérieusement aux méthodes de luttes futures. Il faut qu'ils se documentent sur tous les moyens d'action du patronat, sans oublier de les rattacher chaque fois aux causes profondes économiques. Il doit y avoir une tactique de la guerre civile. Il doit y avoir une technique de la lutte de classes. Nous allons certainement vers de nouvelles formes de combat. Ne devons-nous pas nous y préparer?

H. P.

Appel du Groupe d'Opposition du P. C. B. au C. E. de l' I. C.

La Commission Exécutive du Groupe d'opposition au P.C.B. vient d'envoyer au C.F. de l'I.C. la lettre suivante :

Camarades,

Avant de partir pour leur lieu de déportation, un groupe de vieux bolcheviks exclus des rangs du Parti Communiste russe, avant le XV^e Congrès et à ce Congrès même, adressèrent un appel au Présidium de l'Exécutif de l'I.C. et aux Comités Centraux des Partis nationaux de l'I.C.

Cet appel se termina comme suit :

« Notre déportation à nous, soldats de la Révolution d'Octobre et compagnons de lutte de Lénine, est l'expression la plus nette des changements de rapports de classes survenus dans le pays et constitue, en outre, l'expression la plus claire aussi du glissement vers l'opportunisme. Nous n'en restons pas moins convaincus que le fondement du pouvoir des Soviets est toujours constitué par le prolétariat. C'est cela qui sauvegarde l'entière possibilité pour la dictature prolétarienne de rétablir l'ordre et de le consolider sans nouveaux ébranlements

révolutionnaires, en changeant énergiquement la ligne politique, en rectifiant les fautes, en procédant à de profondes réformes. Cette possibilité pourra se réaliser par l'intervention énergique de l'Internationale Communiste. Nous faisons appel à tous les partis communistes, ainsi qu'au VI^e Congrès mondial, en demandant instamment que toutes les questions soient examinées en pleine lumière et avec l'entière participation des masses des Partis.

« Aujourd'hui, plus que jamais, le Testament de Lénine apparaît comme une prophétie. Personne ne sait combien de temps le cours des événements nous laisse encore pour corriger les fautes commises. Nous nous soumettons à la contrainte et nous quittons nos fonctions dans le Parti et dans les Soviets pour un exil insensé et sans but. Nous ne doutons pas un instant, non seulement que le Parti aura encore besoin de chacun de nous, mais encore, qu'à l'heure des grandes luttes imminentes, chacun de nous reprendra sa place dans les rangs du Parti.

« Nous demandons au VI^e Congrès de l'Inter-